

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

NUNAVUT

Une entente avec le gouvernement fédéral est sur le point d'intervenir

SUITE DE LA PAGE 1

longtemps les îles littorales du Québec pour la trappe et la pêche. Les Cris sont d'ailleurs eux aussi en négociations avec Ottawa, mais il a été impossible de connaître l'avancée des travaux à ce jour.

À la Société Makivik, le responsable des communications, Stephen Hendrie, a confirmé qu'une entente avec le fédéral est sur le point d'intervenir, fort probablement au début de l'automne, a-t-il précisé. Il s'est toutefois fait laconique lorsqu'est venu le temps de s'avancer sur les modalités de l'entente, se bornant à dire que rien n'est encore décidé. Au ministère fédéral des Affaires indiennes, personne n'a rappelé *Le Devoir*.

Poursuite abandonnée

Les pourparlers, qui piétinaient depuis un certain temps, ont connu un regain de vie en janvier dernier lorsque la Société Makivik a accepté d'abandonner la poursuite qu'elle avait intentée en octobre 1999 contre le ministère fédéral des Affaires indiennes. Makivik en avait contre le Canada, qu'il accusait de négocier de mauvaise foi au sujet des territoires situés au Labrador. Ottawa négociait simultanément avec les Inuits du Labrador pour le même territoire, prétendaient les Inuits du Québec.

La décision de Makivik d'abandonner sa poursuite, le 12 janvier dernier, a permis aux deux parties de s'entendre sur les éléments clés d'un accord de principe visant spécifiquement les îles situées au large des côtes du Québec.

Lorsque l'accord sera parachevé, fort probablement à l'automne, la Société Makivik compte s'attaquer, «peut-être avec une stratégie différente», a-t-elle précisé, aux revendications des Inuits du Nunavut en ce qui a trait au Labrador et à sa zone maritime.

Le Québec n'a pas été partie prenante de ces négociations. À la veille de la création du Nunavut, il y a deux ans, le gouvernement avait tout de même réaffirmé la position du Québec dans ce dossier, à savoir qu'il possède des intérêts dans des territoires qui ont été cédés au Nunavut lors de sa création.

En 1992, se basant sur la Convention de la Baie-James, le géographe spécialiste du territoire québécois Henri Dorion avait fait la distinction entre les îles rattachées au Québec et les îles plus éloignées. Selon lui, toutes les îles du littoral non rattachées au continent à marée basse autour du Nunavut appartiennent dans les faits au Nunavut.

Quelque temps après, dans un texte publié par la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, M. Dorion affirmait toutefois que la loi devait être révisée pour des raisons ancestrales. Les peuples autochtones nordiques du Québec, tels les Cris et les Inuits, utilisent depuis longtemps les îles littorales du Québec, avait-il rappelé.

RIRE

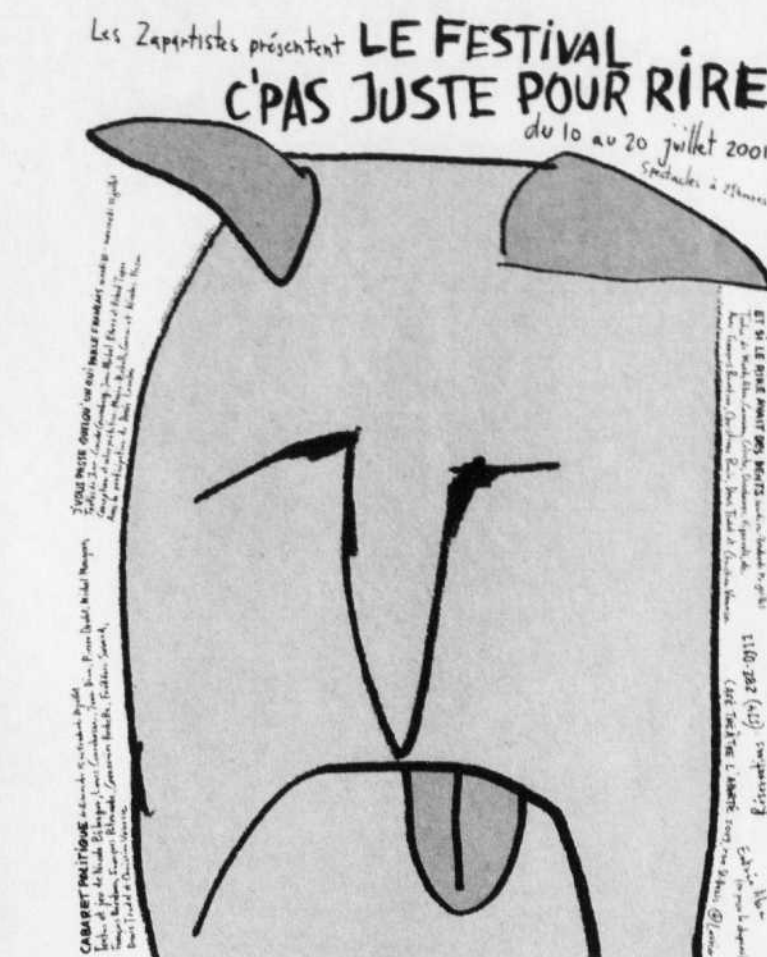
SUITE DE LA PAGE 1

d'une réponse de l'humoriste français Guy Bedos à un journaliste qui lui avait demandé pourquoi il était venu présenter son spectacle aux FrancoFolies plutôt qu'au Festival Juste pour rire, il y a quelques années: «Parce que l'humour, c'est pas juste pour rire...», avait lancé le roi de la formule.

L'initiative vient des Zapartistes, un groupe d'artistes donnant des lectures de pièces et de textes engagés depuis un an. «Notre affaire, c'est la prise de parole, la prise de sens», résume le comédien Denis Trudel, rencontré en compagnie de l'auteur-humoriste François Parenteau, à L'Aparté, évidemment. «Je connaissais Nadine, la propriétaire. Je rêvais d'un petit lieu de diffusion différent, à contre-courant. Ici, avec mes amis, on a la possibilité de parler autrement, de faire du sens autrement. Parce que le théâtre québécois n'offre plus de place au sens, parle de lui-même et ne fait surtout pas de place à la critique, aux réflexions politiques. C'est la même chose à la télé. C'est la même chose en humour.»

Les soirées «à la bonne franquette» sont offertes gratuitement à une cinquantaine de clients, la faune du Plateau Mont-Royal. Les Zapartistes ont aussi bien lu des scénarios de films que des lettres de condamnés à mort ou des pièces commandées par Amnesty International. Ils étaient à l'ombre des barricades, avec leurs planches, pendant le Sommet des Amériques. «En gros, par rapport aux partis au pouvoir, on est de gauche», explique François Parenteau. Mais c'est une gauche plurielle. On a eu des discussions enflammées sur Cuba, entre ceux qui considèrent le cheminement de Castro et ceux qui le décrivent comme un monstre. L'option indépendantiste a la faveur des agitateurs textuels. Pourtant, les spectacles ne ménagent jamais le «Piquiou» et surtout pas «les politiques néolibérales de Bernard Landry».

L'anti-FJPR a débuté mardi et se poursuit jusqu'au 20 juillet. Hier, j'vous passe quel'un qui parle français proposait des textes méconnus de Jean-Claude Grumberg, Jean-Michel Ribes et Roland Topor. Ce soir et demain, Et si le rire avait des dents s'organise autour d'extraits de Woody Allen, Cavana, Coluche, Yvon Deschamps, Gilles Vigneault. À compter de dimanche, la machine rigolote et contestataire embraye sur un Cabaret politique. On y entendra une douzaine d'auteurs jouer leurs textes inédits, dont François Patenaude, Geneviève Rochette, Stéphane E. Roy, Trudel et Parenteau, évidemment. Même le col-



lègue Jean Dion a pondu. Le menu varié du Cabaret comprend des numéros sur l'omniprésence de la pub, les OGM, la montée «présument», précise le duo) de la gauche, les artistes mangeant à tous les râteliers, pratiquant la double trempe, un coup en spectacle le 24 juin, puis une autre fois une semaine plus tard à Ottawa, pour la fête de la Confédération. Le tir pas juste pour rire ouvre chaque soir à 21h.

La bande a déjà marqué le coup avec son propre FTA (Festival de théâtre de L'Aparté), présenté en périphérie du vrai FTA (Festival de théâtre des Amériques) en juin. C'est que les marges ont la cote. Le Festival international de jazz a généré la sienne. Aujourd'hui même, Le Devoir présente aussi l'important volet off du Festival de théâtre d'Avignon et le FrancoFolies. La dialectique plus ou moins tendue du gros et du petit, voire du bon et du méchant, se déploie dans toute l'industrie festivalière.

François Parenteau connaît bien ces deux mondes. Tout en explorant régulièrement les franges zapartistes, il enseigne à l'Ecole nationale de l'humour, créée en 1988 avec l'aide de Gilbert Ro-

zon, président-fondateur du FJPR. «J'ai assisté à un débat et je me suis proposé comme collaborateur aux cabarets», dit l'ancien participant à la Course autour du monde, qu'on a vu récemment dans une reprise de L'Ostid'show, spectacle culte des années 60. «J'ai imité Yvon Deschamps à un gala des Oliviers et j'ai rencontré Louise Richer, la directrice de l'école. J'ai passé mes réflexions plutôt sévères sur le monde de l'humour, son école. Elle m'a ensuite invité à venir y enseigner! J'assume ma situation contradictoire. J'organise mes cours autour de l'actualité. J'ai trop le goût de faire rire pour être un bon journaliste et je suis trop intéressé par le brassage des idées pour être purement et simplement un humoriste.»

Et si, l'an prochain, le Festival Juste pour rire faisait aux Zapartistes une offre d'intégration qu'ils ne pouvaient pas refuser? «Ce sera non», dit Denis Trudel. «Ce que je trouve beau dans notre affaire, c'est qu'on sort du "I want to pogne". Du monde, on n'en manque pas. Alors, pourquoi on devrait rentrer dans une industrie culturelle? Et si, vraiment, on connaît le succès, je suis sûr qu'on va être capables de l'assumer tout seuls...»

Procès Haouari

Le jury amorce ses délibérations

ASSOCIATED PRESS

New York — Les deux individus qui ont témoigné contre l'Algérien Mokhtar Haouari, accusé d'avoir complété dans le but de commettre un attentat à la bombe contre un aéroport, ont menti toute leur vie, a soutenu l'avocat de la défense dans son exposé final, hier.

Quelle «triste ironie» de voir que ces deux mêmes hommes sont au cœur de la poursuite du gouvernement contre Mokhtar Haouari, a ajouté l'avocat Daniel J. Ollen.

Pour sa part, la procureure adjointe Robin Baker a exhorté les jurés à croire les témoignages d'Ahmed Ressam et d'Abdel Ghani Meskini, déjà condamnés pour leur rôle dans ce présumé complot. «Nous ne vous demandons pas de leur décerner un prix de bonne citoyenneté, a-t-elle plaidé. Vous n'avez pas à les aimer. Mais nous vous demandons de croire leur témoignage.»

Le jury devrait entreprendre ses délibérations aujourd'hui.

Haouari est accusé d'avoir aidé Ressam, un compatriote algérien qui a déjà vécu à Montréal, à comploter pour faire exploser une bombe à l'Aéroport international de Los Angeles. Si Haouari ignorait la nature de la cible, il savait que Ressam était en mission terroriste, affirment les procureurs.

L'accusé «a joué un rôle important dans ce qui aurait pu être une terrible tragédie», a souligné M. Baker. Les témoignages entendus au procès, ainsi que les dossiers d'appels téléphoniques, les faux documents et les permis de conduire constituent autant de preuves accablantes, a-t-elle ajouté.

Le complot a échoué quand Ressam a été arrêté, en décembre 1999, après avoir franchi la frontière entre la Colombie-Britannique et l'Etat de Washington, au volant d'une voiture remplie de matériel explosif. Il a été reconnu coupable de terrorisme à Los Angeles en avril dernier et est passible de 130 ans de prison.

Carpe diem

Par Yvon Corbeil

Il y a des choses que je ne connais pas encore. Mais si j'apprenais à les connaître, je suis sûr que je finisrais par les trouver stupides.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Contrat de vente 40012291. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

KYOTO «C'est même assez nébuleux, ce que les Américains veulent faire»

SUITE DE LA PAGE 1

«Le problème, commente Margot Wallström, c'est que nous ne savons pas ce que nous attendons dans le cas des États-Unis. Je ne pense pas que nous puissions nous permettre d'attendre. Je pense plutôt qu'il faut mettre à profit l'élan de cet important processus politique. Si nous n'arrivons pas à négocier une entente globale et finale sur tous les points, au moins nous devons négocier les principaux éléments du protocole et commencer le travail avec cela.»

«L'important, ajoute-t-elle, c'est de faire, ensemble, un pas en avant», laissant entendre subtilement que la communauté internationale doit faire un geste d'indépendance à l'endroit de la première puissance mondiale ou accepter qu'elle décide à leur place.

Margot Wallström pense en fin de compte que l'action a beaucoup plus d'effets négatifs sur le climat de la planète qu'un protocole sans les Américains. La commissaire européenne à l'Environnement refuse, en effet, la prémisse de David Anderson selon laquelle la communauté internationale ne pourra pas reprendre le contrôle du climat planétaire sans les États-Unis.

«Je n'accepte pas cela, commente Margot Wallström, parce que je ne pense pas que nous devrions accepter de prendre le blâme pour le retrait des États-Unis du protocole de Kyoto. C'est leur décision. Mais, bien sûr, le protocole sera plus faible sans les Américains parce qu'ils demeurent la première source en importance de gaz à effet de serre de la planète. C'est pourquoi nous nous attendons à ce qu'ils passent à l'ac-

tion, eux aussi. Mais à tout le moins, si on s'entend avec tout le reste de la planète, on arrivera à d'énormes réductions. Je ne pense pas que nous devrions abandonner l'esprit et la structure du protocole de Kyoto, qui reposent sur l'engagement d'en arriver à des réductions quantifiées des gaz à effet de serre.»

Faut-il alors demander aux pays en voie de développement de participer à l'effort planétaire plus rapidement que prévu pour compenser l'inaction des États-Unis?

«Nous devons aborder ces questions étape par étape, explique la commissaire européenne à l'Environnement. Je pense que c'est véritablement regrettable ["it is a pity"] que les États-Unis se soient retirés du protocole. Et pour deux raisons. Nous aurions pu tenir compte de leur point de vue. Et d'autre part, je pense qu'ils ne feront pas l'économie d'un débat chez eux sur leurs responsabilités dans ce dossier.»

«Mais je ne peux pas deviner, ajoute-t-elle, ce qui va se passer aux États-Unis. Et même, ce que le gouvernement américain veut précisément à ce moment-ci. C'est même assez nébuleux, ce qu'ils veulent faire. Ils ont terminé la première partie de la révision de leur politique sur les changements climatiques mais nous n'avons pas encore vu un iota de leurs propositions d'action.»

Mais la négociatrice en chef de l'Union européenne estime que, si une portion importante de la communauté internationale ratifie Kyoto, il en résultera une «pression énorme» sur les États-Unis, et pas seulement de la part de leurs partenaires étrangers traditionnels.

PATRIMOINE Feu Gaston Cloutier, paternel de Rémi, était un têt

SUITE DE LA PAGE 1

donne le tournis. Mentalement, comme pour me convaincre que tout ça est vraiment là, j'énumère: le lait Coronation, le maïs en sauce, le bleu à laver en vrac, le présentoir à bobines de fil J. P. Coats, les teintures Ampollina, les concoctions pharmaceutiques, la superbe bonbonnière, la distributrice de mélasse au gallon, la caisse enregistreuse National en cuivre, la balance, les vêtements de travail, les souliers (modèles de toutes pointures!), les feutres et casquettes pour hommes, les accessoires de toilette, la vaisselle, les outils, divers types de fournaises au kérosène, les accessoires de chasse et pêche, les cahiers d'école vierges de tout exercice. Et le reste.

Dans l'«office», livres de comptes, factures, tampons sont à l'endroit où on les veut. Là où ils sont utiles. Dans la pièce d'à côté, la salle de barbier est complète et fonctionnelle, à cela près qu'il manque l'homme au coupe-chou. Carrioles et machinerie agricole emplissent la grande pièce adjacente au magasin. Je m'extasie: «Tout est là!» Le proprio Rémi Cloutier relativise: «Non, tout n'est pas là, seulement 80 % du matériel vient d'ici.» Seulement! Les voisins ont donné ou prêté des pièces complémentaires. Aucun artefact n'a été acheté chez un antiquaire. De fait, le lieu est un rêve fou d'antiquaire et de collectionneur. Source d'émerveillement et, corollaire, de frustration. Car rien n'est à vendre.

C'est le secret de l'affaire. Feu Gaston Cloutier, paternel de Rémi et grand-père de Pierre Paul (qui fait le guide quand papa est occupé), était un têt. Un roc. Aussi inamovible que le rocher Percé, sept kilomètres plus au nord. À toutes les offres, à tous les antiquaires qui le harcelaient annuellement, la même réponse sans appel: rien à vendre. Et c'est seulement à la mort de celui-ci que fiston Rémi a entrepris d'officialiser la visite guidée du lieu, à la suggestion d'André Boudreau, cofondateur enthousiaste de La Vieille Usine de L'Anse-à-Beaufils, chouette salle de spectacles dont le précédent article de cette série narrait l'épopée. C'est ouvert depuis la mi-juin [(418) 782-2225]. Mesurez-ma chance.

Cela s'appelle le Musée Gaston-Cloutier pour signifier qu'on n'y trouvera pas le journal du jour et son Gatorade favori (quoique la distributrice Coke des années 50 refroidisse encore les sept onces), mais ce «magasin général historique authentique», comme dit avec fierté la brochure, n'a rien du musée comme on le conçoit aujourd'hui. Il n'y a de toute façon plus de musées dans ce Québec où toute appellation est contrôlée, mais des «centres d'interprétation», lieux où préposés sans culture mais ayant appris leur boniment donnent le sens des choses et des gens. Exemple navrant, vu et visité en début de périple: le Centre d'accueil et d'interprétation de Havre-Saint-Pierre. De l'extérieur, splendide façade, c'est l'ancien magasin de la Clarke et de la Compa-

gnie de la Baie d'Hudson. À l'intérieur, c'est un machin à pitons. Un parcours de «tableaux thématiques», où les rares objets de l'histoire maritime locale sont dûment «interprétés» à l'aide de plaquettes et de témoignages obtenus en pesant sur le bouton indiqué. Misère.

Après quelque 3000 kilomètres, de centre commercial en centre d'interprétation, je désespérais de trouver un lieu décent, hors du (court) circuit balisé. Jusqu'à l'admirable magasin de M. Gaston. Œuvre de résistance et d'opiniâtreté. Miracle de ramasseux dans une contrée où la prospérité passe par le neuf et le jeté après usage. Curieusement, après L'Anse-à-Beaufils et jusqu'à Carleton, partie plus anglaise du littoral gaspésien, d'autres survivants du passé parlent au présent. À Pabos, un autre magasin général est en cours de revitalisation. Mieux, à Port-Daniel, l'Old-Fashioned General Store de Winston Sweetman [(418) 396-2925], entre vieux comptoirs et beaux étals d'objets d'époque, sert encore et toujours le client. Avec causerie en prime. À des années-lumière du centre d'interprétation, c'est là, chez les Sweetman, Cloutier et quelques autres, qu'on en apprend le plus sur l'histoire de son pays.

Sylvain Cormier est l'invité du ROSEQ, des Associations touristiques régionales et du ministère du Tourisme.